

quelques esprits pensent à une amélioration partielle de cette branche de notre fiscalité, il n'y a nul accord sur ces modifications et sur ces prétendus perfectionnements. Pas un amendement, de quelque valeur, tendant à une réforme de détail, n'a été présenté. M. Mauguin, celui des orateurs qui a le mieux et le plus longtemps étudié cette question, disait, et avec raison selon nous : vous pouvez conserver la loi à vos risques et périls, mais je vous défie de l'améliorer. Doit-on être surpris alors que la Chambre, placée en face de deux opinions inconciliables, comprenant qu'une réduction de recette entraînait un changement de système dans les dépenses, que la réforme financière impliquait une réforme politique et gouvernementale, qu'une diminution du budget était une diminution de la centralisation, ait reculé devant cette initiative et cette responsabilité ? En France, quoiqu'on dise, on a si peur du progrès, qu'on n'ose pas toucher aux abus qui rendent inévitables les révolutions. Nos représentants les subissent, parce qu'ils n'ont pas eu le courage de les faire.

Pour introduire des réformes dans nos finances, pour les mettre dans cet état d'équilibre des recettes et des dépenses d'où un particulier ne s'écarte pas, à moins d'être en démençance ou d'être un malhonnête homme, il faudrait bien des choses qui manquent à la France. Il faudrait que l'on eût moins peur, les uns des socialistes, les autres de l'invasion étrangère, et un peu plus de crainte de ces légions de fonctionnaires civils, militaires, spirituels, etc., qui nous préservent, dit-on, des invasions et du socialisme, mais qui nous ruinent en attendant l'ennemi. Il faudrait que l'on eût un peu plus de confiance en soi-même, un peu moins dans l'inspiration et l'omnipotence administratives ; un peu plus dans les idées, un peu moins dans la force brutale. Il est évident que la France est ruinée par ses domestiques. Elle devrait être à la fois moins généreuse et moins exigeante avec eux ; faire les choses par elle-même et se passer de leurs services. Tant qu'on ne pratiquera pas la décentralisation, on aura de gros budgets ; tant qu'on aura de gros budgets, on infligera au pays des taxes injustes et odieuses. Les gouvernements seront condamnés à vivre ou à mourir avec elles.